

BENI OURTILANE (SÉTIF)

Ouverture demain du procès des manifestants d'Aïn Legradj

C'est demain lundi que s'ouvrira, devant le tribunal de Béni Ourtilane, le procès de 23 habitants d'Aïn Legradj poursuivis pour outrage à fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions et enlèvement et séquestration ne dépassant pas dix heures. Une affaire qui comporte plusieurs zones d'ombre et qui, selon le collectif d'avocats des prévenus, est une affaire bâclée.

Les faits remontent au 12 octobre 2014 quand la localité d'Aïn Legradj (It Braham), dans la daïra de Béni Ourtilane, située à une soixantaine de kilomètres au nord du chef-lieu de wilaya, avait connu un mouvement de contestation sociale suivi d'une grève générale ayant duré deux jours touchant tous les secteurs, éducation, santé, APC, postes et télécommunications, commerces... Ce mouvement de contestation pacifique a été déclenché par un groupe de citoyens dans le but de revendiquer l'alimentation en eau potable et la réhabilitation des routes au niveau de leur commune. Après avoir fermé la route nationale reliant les wilayas de Sétif et Béjaïa, les manifestants se sont dirigés vers le siège de l'APC pour faire entendre leurs revendications.

Le chef de daïra de Béni Ourtilane, présent au niveau de l'APC d'Aïn Legradj, a été contraint de convier une délégation représentant les citoyens à une réunion afin de désamorcer la crise et de trouver les solutions à leurs préoccupations. Mais la réunion n'aboutira à rien, et chaque partie campera sur sa position. Devant cette impasse, les représentants des contestataires exigent la venue personnelle du wali de

Sétif, seule autorité, selon eux, à prendre en charge la revendication des habitants de Aïn Legradj. En attendant l'arrivée du wali, les contestataires interdisent à quiconque de quitter la salle de réunion de l'APC. Mais l'attente sera longue et le wali ne viendra finalement pas. La délégation des citoyens décident alors de se retirer en milieu de soirée et de se disperser dans le calme.

Quelques jours plus tard, sollicité par le chef de daïra de Béni Ourtilane, le wali de Sétif saisit le procureur général près la cour de Sétif afin de lancer une procédure judiciaire à l'encontre des représentants des citoyens. Aussitôt saisi par son procureur général, le procureur de la République près le tribunal de Béni Ourtilane instruit, le 30 novembre 2014, la brigade de recherche du Groupement de la Gendarmerie nationale de Sétif d'auditionner les personnes citées par le chef de daïra dans sa requête au wali. Plusieurs personnes seront convoquées et auditionnées au niveau du Groupement de la Gendarmerie nationale de Sétif. Aucune enquête de terrain ni de proximité ne sera effectuée par les gendarmes de la section de recherche pour parvenir à établir la vérité.

En date du 3 décembre 2014 et du 1^{er} avril 2015, le procureur de la

République de Béni Ourtilane saisit le même service de la Gendarmerie nationale pour auditionner une autre liste de personnes communiquée par le chef de daïra de Béni Ourtilane. Au total, ce sont 23 habitants d'Aïn Legradj qui seront ainsi convoqués et auditionnés. Le 11 mai 2015, le parquet de Béni Ourtilane décide de qualifier les faits et de poursuivre les mis en cause pour enlèvement et séquestration, outrage à fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, incitation à un attroupement non armé et outrage à une institution publique.

Le 3 mai 2017, soit deux années après la qualification des faits, et à la veille des élections législatives, voilà que les 23 mis en cause reçoivent leur convocation à comparaître devant le tribunal de Béni Ourtilane pour le lundi 15 mai 2017. Une action qui a fait réagir le collectif d'avocats qui s'est constitué pour défendre les 23 habitants d'Aïn Legradj.

Les avocats, tous membres de la Ligue des droits de l'Homme, ont décelé plusieurs irrégularités dans ce dossier. «Aucune enquête préliminaire n'a été ouverte par la section de recherche de la Gendarmerie nationale. Cette dernière s'est contentée d'auditionner les citoyens cités dans la plainte du chef de daïra. Comment peut-on traduire des gens devant la justice sur de simples auditions ? Aussi, si ces gens ont effectivement commis ces délits pourquoi la brigade de gendarmerie d'Aïn Legradj n'est pas intervenue au moment des faits ? La brigade n'a établi aucun rapport sur

ces faits ni même envoyé un bulletin de renseignements à sa hiérarchie ou au parquet. Si ces gens ont réellement enlevé et séquestré ces fonctionnaires, pourquoi le wali n'a pas fait appel au GIR de la Gendarmerie nationale (groupe d'intervention rapide) pour les libérer ? Aussi certaines personnes poursuivies dans ce dossier n'étaient même pas présentes au moment des faits à Aïn Legradj, comment les accuser à tort ? Autre fait hallucinant dans cette affaire est la constitution du chef de daïra en tant que partie civile, chose contraire à la loi, vu que ce fonctionnaire représente l'Etat et c'est à ce dernier de se constituer partie civile via son représentant juridique.

Le fait de sortir ce dossier du tiroir la veille des élections législatives après deux ans de sommeil n'est pas innocent. A-t-on voulu intimider les citoyens de cette région berbérophone et les contraindre à aller voter ?», s'interrogent les avocats des 23 prévenus.

Ces avocats restent convaincus que cette affaire est montée de toutes pièces par le chef de daïra de Béni Ourtilane longtemps décrié par les habitants d'Aïn Legradj pour sa mauvaise gestion.

Une chose est sûre, ce procès risque d'être retentissant car il ne concerne pas uniquement les prévenus mais toute une localité qui se montre déjà solidaire de ses 23 fils.

Imed Sellami

«GARDONS UN ŒIL SUR LE DIABÈTE»

Campagne pour le dépistage précoce du diabète à Médéa

La DSP (Direction de la santé publique et de la réforme hospitalière) de la wilaya de Médéa lance, à partir du 13 mai courant et pour une durée de 10 jours, une campagne de dépistage du diabète.

Ainsi et dans cette optique, les équipes médicales chargées de la mise en œuvre de ce programme, munies de tout leur appareillage et matériel nécessaire, ont élu domicile au stade Si-Hamdane de la ville de Médéa, qui a été transformé conjonctuellement en un véritable «village des diabétiques».

Selon M. Cheggouri, premier responsable de la santé à Médéa, un important dispositif médical humain fait de diabétologues, de cardiologues, de nutritionnistes et d'ophtalmologues se chargera durant toute la durée de la manifestation, de dispenser des consultations afin de dépister cette pathologie ou ses facteurs de risques. Il en découlera évidemment des séances de sensibilisation et de vulgarisation à l'adresse des personnes atteintes ou sujettes au diabète.

L'équipe médicale à raison de 7 heures par jour, est censée prendre en charge 1 000 patients quotidiennement.

Un staff de psychologues a été sollicité pour prendre en charge le côté psychique des malades afin de les orienter vers une meilleure prise en charge de leur pathologie.

M. L.

TRAFIC D'ARMES À FEU À TÉBESSA

5 fusils de chasse saisis à Rous El Ayoun

Les éléments de la brigade de répression du banditisme de la brigade mobile de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Tébessa ont réussi avant-hier à déjouer une opération d'acheminement d'armes à feu à travers l'axe frontalier de Rous el Ayoun, situé à 30 km au nord du chef-lieu de la wilaya. En effet, l'opération réussie a permis aux policiers d'arrêter deux trafiquants et de récupérer cinq fusils de chasse de calibre 15 mm, a-t-on appris de sources policières.

Les armes à feu en provenance de la Tunisie ont été introduites illégalement sur le territoire national par les deux trafiquants d'armes qui étaient à bord d'un véhicule touristique, une Peugeot 505, et s'approprièrent à les vendre dans les wilayas de l'intérieur du pays, a précisé notre source.

Il y a lieu de signaler que le trafic d'armes à feu dans la région de Tébessa a pris des proportions dangereuses et alarmantes, il est devenu un négoce juteux et florissant depuis que le trafic de carburant connaît un net recul comparativement aux années précédentes, sachant que les services de la police de Tébessa ont réussi, durant cette période, à démanteler plusieurs réseaux spécialisés dans le trafic d'armes à feu et à récupérer plus de 100 pièces d'armes à feu.

Maalem Hafid

MOSTAGANEM

Une nouvelle unité de neurologie et de réanimation bientôt opérationnelle

C'est avec une immense joie que les citoyens ont appris la prochaine ouverture d'une nouvelle unité de neurologie et de réanimation aux UMC de Kharouba à Mostaganem.

Ce nouveau service est situé au 1^{er} étage des UMC, il est doté d'un nouvel ascenseur et d'un monte-charge avec des chambres spacieuses et aérées pour prendre soin des patients atteints d'une ou de plusieurs défaillances d'organes respiratoires, cardio-vasculaires et neurologiques.

Ce service comprend deux ailes : une pour les patients adultes et l'autre pour les enfants et une administration propre à ce service. Le bloc chirurgical est déjà opérationnel. L'équipe médicale composée de neurologues, de neurochirurgiens et de paramédicaux assureront le diagnostic et les soins, afin de suppléer les grandes fonctions vitales atteintes de défaillances mettant potentiellement en jeu le pronostic vital.

Le service est composé de deux unités fonctionnelles : La réanimation qui accueille des patients présentant ou susceptibles de présenter, plusieurs défaillances comme les AVC ou les accidents ischémiques transitoires (AIT) mettant en jeu leur pronostic vital.

Ces patients nécessitent la mise en œuvre prolongée de méthodes de suppléance telles que la ventilation artificielle et l'unité de surveillance continue qui accueille des patients dont l'état de santé, au sortir d'une ou plusieurs défaillances vitales, est trop sévère ou instable pour permettre un retour dans une unité d'hospitalisation classique.

Chaque année à Mostaganem, de nombreuses personnes sont frappées par un accident vasculaire céré-

bral (AVC) alors que le traitement anticoagulant était impossible ou insuffisant, les victimes décédaient ou restaient gravement handicapées.

L'urgence des soins reste essentielle et c'est dans cette démarche que M. le wali Abdelouahid Temmar par ses différentes visites inopinées aux UMC a focalisé son objectif sur une véritable urgence. «Une hospitalisation d'un malade atteint de l'AVC, explique le directeur de l'hôpital dure en moyenne 5 à 8 jours et le taux de survie est de 85%. Pour déceler un accident vasculaire cérébral, les UMC disposent d'un scanner pour établir rapidement un diagnostic afin de prescrire un traitement visant à limiter les risques de nouvel accident vasculaire cérébral. En outre, une psychologue est sur place pour écouter les patients et leurs familles et leur apporter un peu de chaleur humaine. Le bénévolat est envisagé comme un complément indispensable aux soins.»

A. B.

Fortes émotions chez les anciens du lycée Zerrouki

C'est dans un climat de nostalgie du bon vieux temps que les élèves du lycée Zerrouki-Cheïkh Ibn-Eddine (ex-René-Basset) de Mostaganem se sont rencontrés hier samedi.

Lors de cette rencontre annuelle, les anciens élèves ont bien profité pour se remémorer en commun et revivre entre amis des années antérieures. Depuis sa création, l'association a pour but de rassembler et d'entretenir des liens d'amitié entre les anciens élèves où chaque rencontre annuelle est l'occasion d'évoquer des souvenirs de

potaches. C'est la possibilité aussi de continuer d'avoir des moments conviviaux avec tous ceux qui les ont formés. Cet événement permet aussi aux différentes générations des années 1950, 1960, 1970 et jusqu'à l'année 1990 de se rencontrer pour tisser un réseau social et professionnel solide.

L'association encourage les lycéens à se joindre au réseau existant dès qu'ils quittent l'établissement et à jouer le rôle des «jeunes-anciens» auprès de la génération qui les suit.

Avant de se quitter, tous se sont donné rendez-vous pour le mois de mai prochain.

A. B.